

10.025 Sommet de la Francophonie 2010 à Montreux. Planification et organisation.

Proposition individuelle de Jean-Charles Rielle, conseiller national

Rajouter à l'Art. 1^{bis} de l'Arrêté fédéral 5 Millions aux 30 Millions, soit rétablir les 35 Millions nécessaires à réussir dignement et sans faste ce très important Sommet international.

Art. 1^{bis} Le crédit total est limité à 35 Millions de francs au maximum.

Mme la Présidente, Mme la Conseillère fédérale, Chères et Chers Collègues,

Soyez rassuré, il y a 2 jours je me suis adressé à vous en parlant très rapidement afin de pouvoir voter avant les 13h fatidiques, et ne facilitant pas la tâche de la traduction. Aujourd'hui, je vous parlerai plus tranquillement.

Ma proposition pourrait s'intituler « Pour un Sommet de la Francophonie dans la dignité, sans faste, et non au mépris de la sécurité !

La demande est exceptionnelle. Ce n'est qu'à mi-décembre, qu'à Paris, on a fait confiance à la Suisse d'organiser dans l'urgence ce Sommet de la Francophonie, se substituant à un pays dans l'incertitude politique et sécuritaire, Madagascar.

Notre pays sait répondre à l'imprévu quand il faut verser plus de 60 milliards mais, on le sait en politique, plus les demandes sont raisonnables et plus les politiques veulent démontrer leur savoir-faire et leur rigueur.

Certes, on me rétorquera que je suis médecin et surement peu au fait de tels budgets et de telles organisations. Je répondrai sereinement que des spécialistes de l'économie et de la finances, n'ont pas vu passer l'affaire Madoff et ses conséquences en cascade sur l'économie mondiale. J'ai donc tout autant de légitimité à faire confiance aux professionnels de tels événements, dans l'urgence, en 10 mois au lieu de 24 mois habituels, pour la mise en place de tels sommets et de m'étonner que certains, aussi dans l'urgence, avec tout leur passé et donc leur expérience, se permettent de qualifier un budget professionnel de « vague, imprécis, bâclé ».

On me dira aussi qu'un haut fonctionnaire du DFAE a déclaré en séance de Commission que le Département pouvait s'accommoder de 30 Millions, ce qui veut dire que tout ce qui dépasse les 30M sera à charge de l'Etat de Vaud. Comme on peut comprendre ce genre de déclaration, lorsque l'on est à 10 mois du Sommet et que l'on veut à tout prix répondre présent. Mais notre Parlement n'est pas pour mettre sous pression les collaborateurs de la Confédération mais bien plus pour prendre l'ampleur des défis et justement leur permettre d'assumer leurs responsabilités.

On vous demande aujourd'hui 35 Millions, face aux 80 Millions qu'a coûté le même sommet, à Québec, en 2008, dont 32 Millions pour le seul Secrétariat d'organisation, face au Sommet mondial sur la société de l'information 2003: 20 millions de francs pour la Suisse (il s'agissait d'un Sommet onusien organisé par l'Union internationale des télécommunications), ou face à l'Eurofoot 2008: 82.5 millions de francs pour la Confédération (crédit d'engagement voté par les Chambres en juin 2006).

La Suisse a l'unique occasion de répondre présent à la Francophonie avec ses 70 Etats et gouvernements membres ou observateurs répartis sur les 5 continents, représentant plus d'1/3 des Etats membres de l'ONU. Elle donne l'occasion de contacts privilégiés avec les pays du Sud, mais ne se réduit pas à cette dimension Nord-Sud : 15 Etats membres de l'Union européenne et 25 Etats membres du Conseil de l'Europe sont membres ou observateurs de la Francophonie.

Nous devons faire confiance aux 4 départements qui participent au Comité national d'organisation (DFE, DDPS, DFAE, DFSP) par une décision du Conseil fédéral. Nous jugerons les comptes en temps utiles!

Les difficultés pour le Conseil fédéral d'obtenir le crédit nécessaire à l'organisation du XIIIème Sommet ne donnent pas une image très positive de notre pays auprès de l'OIF et des pays membres qui suivent très précisément l'évolution de la situation au travers des reflets de la presse. Cela est d'autant plus vrai que ce budget se veut raisonnable, réaliste, et surtout que notre pays sort relativement bien financièrement de la crise mondiale. Il va sans dire que si le Sommet ne pouvait pas être organisé pour des motifs financiers, les répercussions sur l'image de la Suisse seraient catastrophiques.

Vaud fait son effort, les villes de Montreux et de Lausanne offriront la gratuité des transports publics. Montreux mettra gratuitement à disposition la structure de son Marché de Noël pour abriter le Village de la Francophonie.

Si les frais d'aménagement du Centre des Congrès (2,5M) peuvent paraître élevés, ils sont parfaitement normaux et calculés au plus près. Aucun centre de congrès du monde ne peut faire l'économie d'aménagements très conséquents, comme un centre de presse de 3'500 m² entièrement à construire.

En ce qui concerne les 3M de l'agence événementiel, ½ M est pour la Centrale de réservation et 2,5M notamment pour les salaires de plusieurs dizaines de collaborateurs sur 1 an. A titre de comparaison, les 10 à 15 personnes supplémentaires de la Confédération représentent 1,5M et le Sommet du Québec avait comptabilisé rien que pour 1 année 7M de salaires pour le personnel de l'organisation.

En ce qui concerne les pauses-café à 19,50, c'est je que je paye lorsque je prends un petit-déj dans le train.

Membre de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, j'avais demandé que l'on sépare le budget « Sommet » et le budget « Sécurité du Sommet ». On aurait ainsi 21,5M pour le sommet et 13,5M pour la sécurité. A chaque budget de faire ses preuves et à nos stratèges de la sécurité de rendre aussi des comptes.

Pour terminer, 35M c'est une somme budgétisée raisonnable, pour accueillir 3'000 Délégués dont 700 journalistes.

Les conséquences d'une coupe : 3 millions : réduction des prestations visant à assurer la sécurité du Sommet; 5 millions : obligation de compresser très drastiquement les frais de sécurité et de réévaluer le dispositif d'accueil; 10 millions : la tenue du Sommet n'est plus possible

Vancouver et ses médailles d'or, Montreux et son Sommet de la Francophonie, la Suisse récupère et se montre offensive, reconquérant positivement l'audience internationale. Ne stoppons pas, ce matin, cet élan positif, aux très nombreuses retombées économiques et promotionnelles pour notre pays.

La Commission des finances du National soutient l'organisation de ce sommet, considérant que cette manifestation donne une occasion à la Suisse de montrer son savoir-faire et ses qualités en tant que pays organisateur. La Suisse doit donc relever le défi et se donner les moyens financiers à l'échelle d'un tel Sommet réunissant plus d'1/3 des pays de l'ONU, et cela dans la dignité, sans faste et non au mépris de la sécurité.

Je vous remercie de voter majoritairement en faveur de cette proposition de retour aux 35M demandés.